

263 der Beilagen zu den Stenographischen Protokollen des Nationalrates XVI. GP

Regierungsvorlage

PROCES VERBAL AGREE

A l'issue des consultations tenues entre les délégations de l'Autriche et de la Commission des Communautés européennes, les deux délégations sont convenues de soumettre, pour approbation, à leurs autorités respectives, les échanges de lettres ci-annexées.

Genève, le 6 décembre 1983

Pour la Délégation de la Commission des Communautés européennes

Helmut Stadler m. p.

Pour la Délégation de l'Autriche

Dr. Gerhard Waas m. p.

Accord sous forme d'échange de lettres modifiant l'Accord temporaire de discipline concertée entre la Communauté économique européenne et l'Autriche concernant les échanges mutuels de fromages

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à l'arrangement temporaire de discipline concertée entre l'Autriche et la Communauté économique européenne concernant les échanges mutuels de fromages, signé le 21 octobre 1981 à Bruxelles et modifié en dernier lieu par l'échange de lettres du 23 mars 1983.

I. Lors des dernières consultations tenues au titre de l'article 6 dudit arrangement, il s'est avéré opportun de modifier certaines de ses dispositions

afin de mieux l'adapter aux besoins réels du marché. Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de prolonger l'arrangement temporaire pour un an au-delà de la période initialement prévue.

Toutefois, les deux parties expriment l'espoir que cette modification puisse créer les conditions d'une prorogation ultérieure de l'arrangement pour une durée illimitée.

II. D'un commun accord, l'arrangement temporaire de discipline concertée entre l'Autriche et la Communauté économique européenne concernant les échanges mutuels de fromages est modifié comme suit:

1. La date du «31 décembre 1984» figurant à l'article II, paragraphe 1 est remplacée par la date du «31 décembre 1985». Au cas où les échanges d'un côté ou de l'autre n'atteindraient pas les niveaux indiqués dans l'arrangement, des consultations immédiates auront lieu sur demande d'une des deux parties en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

Si au cours de ces consultations une solution acceptable ne peut être trouvée, chaque partie a le droit de résilier le présent accord avec un préavis de 3 mois.

2. L'article II, paragraphe 3 est remplacé par le texte ci-après:

«3. Elles conviennent, pour la période allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1985, de ce que, pour les fromages repris ci-après, les quantités annuellement échangées ainsi que les droits à l'importation à percevoir à l'importation, ne peuvent dépasser les niveaux suivants:

a) à l'importation en Autriche

- i) Fromages, fabriqués à partir de lait de vache, relevant de la sous-position 04.04 A du tarif douanier autrichien, d'origine et en provenance de la Communauté, accompagnés d'un titre de qualité et d'origine agréé:

2

263 der Beilagen

	Quantités	Droits à l'importation
— Fromages fondus	2 000 t	760 S/100 kg
— Fromages à pâte persillée		560 S/100 kg
— Danbo, Edam, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Malbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo	3 000 t	560 S/100 kg
— Tilsit		460 S/100 kg
— Emmental, Gruyère		460 S/100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italiceo, Kernheim, Saint-Nectaire, Saint-Paulin, Taleggio, Cheddar, ainsi que les autres fromages non repris ci-dessus, d'une teneur en eau dans la matière non grasse inférieure ou égale à 62%, à l'exception de ceux relevant des sous-positions 04.04 A I a), b) et c) du tarif douanier autrichien		560 S/100 kg

ii) Les fromages repris ci-dessus, d'origine communautaire, non accompagnés du titre visé au paragraphe 3 a i) ne peuvent être importés en Autriche.

b) à l'importation dans la Communauté

Fromages relevant de la position 04.04 du TDC d'origine et en provenance de l'Autriche, accompagnés d'un certificat agréé:

	Quantités	Droits à l'importation
— Emmental, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, autres que râpés ou en poudre, d'une teneur minimale en matières grasses de 45% en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois, relevant de la sous-position 04.04 A du TDC:		
● en meules standard	5 000 t *)	18,13 Ecus/100 kg
● en morceaux conditionnés sous vide ou gaz inerte, portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 1 kg et inférieur à 5 kg	3 000 t *)	18,13 Ecus/100 kg
— Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre, dans la fabrication desquels ne sont pas entrés d'autres fromages que l'Emmental, le Gruyère et l'Appenzell et, éventuellement, à titre additionnel du Glaris aux herbes (dit « Schabziger »), conditionnés pour la vente au détail et d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure ou égale à 56%, relevant de la sous-position 04.04 D du TDC	3 750 t	36,27 Ecus/100 kg
— Fromages fondus, fumés, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égal ou supérieur à 40% et inférieur ou égal à 48%, relevant de la sous-position 04.04 D I a) du TDC **)	350 t	Prélèvement entier
— Tilsit, à pâte non pressée, d'une maturation d'au moins un mois et Butterkäse, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC	2 400 t	55 Ecus/100 kg
— Fromages à pâte persillée relevant de la sous-position 04.04 C du TDC		
— Edam d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égal ou supérieur à 40% et inférieur à 48%, présentés en meule d'un poids net inférieur ou égal à 350 g (dit « Geheimratskäse »), relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC		
— Fromages dit « Fetta » et « Kefalo-Tyri », fabriqués à partir de lait de vache, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure à 48%, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC	200 t	Prélèvement entier
— Autres fromages **)		

*) Les quantités affectées à ces catégories de fromages sont interchangeables dans la limite de 25% des quantités indiquées.

**) Ces fromages ne doivent pas être accompagnés d'un certificat agréé.

263 der Beilagen

3

3. L'article II, paragraphe 4 est remplacé par le texte ci-après:

«4. L'Autriche s'engage à prendre des mesures nécessaires afin de garantir que:

- d'une part, les quantités convenues, soit à l'importation en Autriche en provenance de la Communauté (conf. 3 a) soit à l'exportation de l'Autriche vers la Communauté (conf. 3 b) ne seront pas dépassées;
- d'autre part, les licences à l'importation en Autriche seront octroyées d'une manière régulière et de façon telle que les quantités convenues à l'importation en Autriche en provenance de la Communauté pourront être réalisées.

Les dispositions concernant cette matière et notamment les modalités de distribution des licences seront portées à la connaissance des autorités compétentes de la Communauté ainsi que des exportateurs et/ou des importateurs.

La Communauté et l'Autriche feront en sorte que les avantages mutuellement consentis ne soient pas compromis par d'autres mesures à l'importation.»

4. La période «premier semestre de 1984» figurant à l'article II, paragraphe 9 est remplacée par la période du «deuxième trimestre 1985».

III. Toutes les autres dispositions de l'arrangement restent inchangées.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Fait à Bruxelles, le 20 mars 1984

Au nom du Conseil des
Communautés européennes

Helmut von Verschuer

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de confirmer mon accord sur le contenu de votre lettre du 20 mars 1984 dont la teneur est la suivante:

«Monsieur L'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à l'arrangement temporaire de discipline concertée entre l'Autriche et la Communauté économique européenne concernant les échanges mutuels de fromages, signé le 21 octobre 1981 à Bruxelles et modifié en dernier lieu par l'échange de lettres du 23 mars 1983.

I. Lors des dernières consultations tenues au titre de l'article 6 dudit arrangement, il s'est avéré opportun de modifier certaines de ses dispositions afin de mieux l'adapter aux besoins réels du marché. Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de prolonger l'arrangement temporaire pour un an au-delà de la période initialement prévue.

Toutefois, les deux parties expriment l'espoir que cette modification puisse créer les conditions d'une prorogation ultérieure de l'arrangement pour une durée illimitée.

a) à l'importation en Autriche

- i) Fromages, fabriqués à partir de lait de vache, relevant de la sous-position 04.04 A du tarif douanier autrichien, d'origine et en provenance de la Communauté, accompagnés d'un titre de qualité et d'origine agréé:

II. D'un commun accord, l'arrangement temporaire de discipline concertée entre l'Autriche et la Communauté économique européenne concernant les échanges mutuels de fromages est modifié comme suit:

1. La date du «31 décembre 1984» figurant à l'article II, paragraphe 1 est remplacée par la date du «31 décembre 1985». Au cas où les échanges d'un côté ou de l'autre n'atteindraient pas les niveaux indiqués dans l'arrangement, des consultations immédiates auront lieu sur demande d'une des deux parties en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

Si au cours de ces consultations une solution acceptable ne peut être trouvée, chaque partie a le droit de résilier le présent accord avec un préavis de 3 mois.

2. L'article II, paragraphe 3 est remplacé par le texte ci-après:

«3. Elles conviennent, pour la période allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1985, de ce que, pour les fromages repris ci-après, les quantités annuellement échangées ainsi que les droits à l'importation à percevoir à l'importation, ne peuvent dépasser les niveaux suivants:

4

263 der Beilagen

	Quantités	Droits à l'importation
— Fromages fondus	2 000 t	760 S/100 kg
— Fromages à pâte persillée		560 S/100 kg
— Danbo, Edam, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Malbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo	3 000 t	560 S/100 kg
— Tilsit		460 S/100 kg
— Emmental, Gruyère		460 S/100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italico, Kernheim, Saint-Nectaire, Saint-Paulin, Taleggio, Cheddar, ainsi que les autres fromages non repris ci-dessus, d'une teneur en eau dans la matière non grasse inférieure ou égale à 62%, à l'exception de ceux relevant des sous-positions 04.04 A I a), b) et c) du tarif douanier autrichien		560 S/100 kg

ii) Les fromages repris ci-dessus, d'origine communautaire, non accompagnés du titre visé au paragraphe 3 a i) ne peuvent être importés en Autriche.

b) à l'importation dans la Communauté

Fromages relevant de la position 04.04 du TDC d'origine et en provenance de l'Autriche, accompagnés d'un certificat agréé:

	Quantités	Droits à l'importation
— Emmental, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, autres que râpés ou en poudre, d'une teneur minimale en matières grasses de 45% en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois, relevant de la sous-position 04.04 A du TDC:		
● en meules standard	5 000 t *)	18,13 Ecus/100 kg
● en morceaux conditionnés sous vide ou gaz inerte, portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 1 kg et inférieur à 5 kg	3 000 t *)	18,13 Ecus/100 kg
— Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre, dans la fabrication desquels ne sont pas entrés d'autres fromages que l'Emmental, le Gruyère et l'Appenzell et, éventuellement, à titre additionnel du Glaris aux herbes (dit « Schabziger »), conditionnés pour la vente au détail et d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure ou égale à 56%, relevant de la sous-position 04.04 D du TDC	3 750 t	36,27 Ecus/100 kg
— Fromages fondus, fumés, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égal ou supérieur à 40% et inférieur ou égal à 48%, relevant de la sous-position 04.04 D I a) du TDC **)	350 t	Prélèvement entier
— Tilsit, à pâte non pressée, d'une maturation d'au moins un mois et Butterkäse, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC	2 400 t	55 Ecus/100 kg
— Fromages à pâte persillée relevant de la sous-position 04.04 C du TDC		
— Edam d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égal ou supérieur à 40% et inférieur à 48%, présentés en meule d'un poids net inférieur ou égal à 350 g (dit « Geheimratskäse »), relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC		
— Fromages dit « Fetta » et « Kefalo-Tyri », fabriqués à partir de lait de vache, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure à 48%, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du TDC		
— Autres fromages **)	200 t	Prélèvement entier »

*) Les quantités affectées à ces catégories de fromages sont interchangeables dans la limite de 25% des quantités indiquées.

**) Ces fromages ne doivent pas être accompagnés d'un certificat agréé.

263 der Beilagen

5

3. L'article II, paragraphe 4 est remplacé par le texte ci-après:

« 4. L'Autriche s'engage à prendre des mesures nécessaires afin de garantir que:

- d'une part, les quantités convenues, soit à l'importation en Autriche en provenance de la Communauté (conf. 3 a) soit à l'exportation de l'Autriche vers la Communauté (conf. 3 b) ne seront pas dépassées;
- d'autre part, les licences à l'importation en Autriche seront octroyées d'une manière régulière et de façon telle que les quantités convenues à l'importation en Autriche en provenance de la Communauté pourront être réalisées.

Les dispositions concernant cette matière et notamment les modalités de distribution des licences seront portées à la connaissance des autorités compétentes de la Communauté ainsi que des exportateurs et/ou des importateurs.

La Communauté et l'Autriche feront en sorte que les avantages mutuellement consentis ne soient pas compromis par d'autres mesures à l'importation.»

4. La période «premier semestre de 1984» figurant à l'article II, paragraphe 9 est remplacée par la période du «deuxième trimestre 1985».

III. Toutes les autres dispositions de l'arrangement restent inchangées.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.»

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général l'assurance de ma haute considération.

Fait à Bruxelles, le 20 mars 1984

Pour la République d'Autriche

Manfred Scheich

Sous réserve de ratification.»

(Übersetzung)

VEREINBARTE NIEDERSCHRIFT

Als Ergebnis der zwischen den Delegationen Österreichs und der Kommission der Europäischen Gemeinschaften durchgeführten Konsultationen sind beide Delegationen übereingekommen, den beiliegenden Notenwechsel ihren zuständigen Behörden zur Genehmigung vorzulegen.

Genf, am 6. Dezember 1983

Für die Delegation der Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Helmut Stadler e. h.

Für die österreichische Delegation

Dr. Gerhard Waas e. h.

Abkommen in Form eines Notenwechsels zur Änderung des Befristeten Abkommens zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse

Sehr geehrter Herr Botschafter!

Ich beehre mich, auf das Befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirt-

schaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse, welches am 21. Oktober 1981 in Brüssel unterzeichnet worden ist, in der Fassung des Notenwechsels vom 23. März 1983 Bezug zu nehmen.

I. Im Verlaufe der nach Abs. 6 des Abkommens geführten neuerlichen Konsultationen hat es sich als vorteilhaft erwiesen, einige Bestimmungen abzuändern, um sie den tatsächlichen Bedürfnissen des Marktes besser anzupassen. In diesem Zusammenhang hat es sich als notwendig herausgestellt, die ursprünglich vorgesehene Geltungsdauer des „Befristeten Abkommens“ um 1 Jahr zu verlängern. Jedenfalls haben die beiden Vertragspartner der Hoffnung Ausdruck verliehen, daß diese Abänderung die Voraussetzungen für eine spätere unbefristete Verlängerung dieses Abkommens schaffen kann.

II. Es wurde Übereinstimmung erzielt, das „Befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse“ wie folgt abzuändern:

1. Das im Artikel II, Absatz 1, angeführte Datum „31. Dezember 1984“ wird durch das Datum „31. Dezember 1985“ ersetzt.

Erreicht der Handel der einen oder der anderen Seite nicht die im Abkommen angegebenen Men-

6

263 der Beilagen

gen, finden auf Antrag einer der beiden Vertragsparteien unverzüglich Konsultationen mit dem Ziele statt, eine beiderseitig annehmbare Lösung zu finden. Wenn im Zuge der Konsultationen eine annehmbare Lösung nicht gefunden werden kann, hat jede Vertragspartei das Recht, den gegenständlichen Vertrag mit einer 3monatigen Kündungsfrist aufzulösen.

2. Artikel II, Absatz 3, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„3. Sie kommen überein, daß für den Zeitraum vom 1. Jänner 1984 bis 31. Dezember 1985 für die nachstehend genannten Käse die Jahremengen sowie die Einfuhrabgaben nicht die folgenden Höchstgrenzen überschreiten dürfen:

a) **Bei der Einfuhr nach Österreich**

- i) Käse aus Kuhmilch hergestellt, der Unterpositionen 04.04 A des Österreichischen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus der Gemeinschaft, die von einer anerkannten Qualitäts- und Ursprungsbescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
— Schmelzkäse	2 000 t	760 S für 100 kg
— Käse mit Schimmelbildung im Teig		560 S für 100 kg
— Danbo, Edamer, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Malbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo		560 S für 100 kg
— Tilsiter		460 S für 100 kg
— Emmentaler und Gruyère		460 S für 100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italice, Kernheim, St. Nectaire, St. Paulin, Taleggio, Cheddar und andere oben nicht genannte Käse mit einem Wassergehalt in der fettfreien Käsemasse von 62 Gewichtsprozent oder weniger, ausgenommen jene der Unterpositionen 04.04 A 1 a, b und c des Österreichischen Zolltarifes	3 000 t	560 S für 100 kg

- ii) Vorstehend angeführte Käse mit Ursprung in der Gemeinschaft, die nicht von einem Zeugnis gemäß Absatz 3 lit. a) i) begleitet sind, können nach Österreich nicht eingeführt werden.

b) **Bei der Einfuhr in die Gemeinschaft**

- Käse der Tarifnummer 04.04 des Gemeinsamen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus Österreich, die von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
— Emmentaler, Greyerzer, Sbrinz, Bergkäse, weder gerieben noch in Pulverform, mit einem Fettgehalt von mindestens 45 Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse, mit einer Reifezeit von mindestens 3 Monaten, der Unterposition 04.04 A. des Gemeinsamen Zolltarifes:		
● in Standard-Laiben	5 000 t *)	18,13 ECU für 100 kg
● in Stücken, vakuumverpackt, oder unter inertem Gas verpackt, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 1 kg oder mehr, jedoch weniger als 5 kg ..	3 000 t *)	18,13 ECU für 100 kg
— Schmelzkäse, weder gerieben noch in Pulverform, zu dessen Herstellung keine anderen Käsesorten als Emmentaler, Greyerzer und Appenzeller und gegebenenfalls als Zusatz Glarner Kräuterkäse (sogenannter Schabziger) verwandt worden sind, in Aufmachung für den Einzelverkauf und mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 56 Gewichtshundertteilen oder weniger, der Unterposition 04.04 D. des Gemeinsamen Zolltarifes ..	3 750 t	36,27 ECU für 100 kg
— Geräucherter Schmelzkäse mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und 48 Gewichtshundertteilen oder weniger, der Unterposition 04.04 D. I. a) des Gemeinsamen Zolltarifes **)	350 t	volle Abschöpfung

*) Die vorgesehenen Mengen dieser Kategorie von Käse sind bis zu einer Höchstmenge von 25% der angegebenen Menge austauschbar.

**) Diese Käse brauchen nicht von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sein.

263 der Beilagen

7

	Menge	Einfuhrabgabe
– Tilsiter, dessen Teig nicht gepreßt ist, mit einer Reifezeit von mindestens 1 Monat und Butterkäse, der Unterposition 04.04 E. I. b) des Gemeinsamen Zolltarifes	2 400 t	55 ECU für 100 kg
– Käse mit Schimmelbildung im Teig, der Unterposition 04.04 C. des Gemeinsamen Zolltarifes		
– Edamer, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und weniger als 48 Gewichtshundertteilen, in Laiben mit einem Eigengewicht von 350 g oder weniger (genannt „Geheimratskäse“), der Unterposition 04.04 E. I. b) 2. des Gemeinsamen Zolltarifes		
– Käse, genannt „Fetta“ und „Kefalo-Tyri“, aus Kuhmilch hergestellt, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von weniger als 48 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E. I. b) 2. des Gemeinsamen Zolltarifes		
– Andere Käse **)	200 t	volle Abschöpfung

**) Diese Käse brauchen nicht von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sein.“

3. Artikel II, Absatz 4, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„4. Österreich verpflichtet sich, die nötigen Maßnahmen zu treffen, um zu gewährleisten, daß

- einerseits die vereinbarten Mengen, sei es bei der Einfuhr nach Österreich aus der Gemeinschaft (Abs. 3 lit. a), sei es bei der Ausfuhr aus Österreich in die Gemeinschaft (Abs. 3 lit. b), nicht überschritten werden;
- andererseits die Bewilligungen für die Einfuhr nach Österreich regelmäßig und so erteilt werden, daß die für die Einfuhr aus der Gemeinschaft nach Österreich vereinbarten Mengen erreicht werden können.

Die diesbezüglichen Bestimmungen und insbesondere die Modalitäten der Bewilligungserteilung werden den zuständigen Stellen der Gemeinschaft zur Kenntnis gebracht, ebenso den Exporteuren und/oder den Importeuren.

Die Gemeinschaft und Österreich tragen Sorge dafür, daß die gegenseitig eingeräumten Vorteile

nicht durch andere Maßnahmen bei der Einfuhr gefährdet werden.“

4. In Artikel II, Absatz 9, ist der Zeitraum „des 1. Halbjahres 1984“ durch den Zeitraum „des zweiten Vierteljahres 1985“ zu ersetzen.

III. Alle übrigen Bestimmungen des Abkommens bleiben unverändert.

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, mir Ihr Einverständnis zum Inhalt dieser Note bestätigen zu wollen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Geschehen zu Brüssel, am 20. März 1984

Im Namen des Rates der Europäischen Gemeinschaften

Helmut von Verschuer

Sehr geehrter Herr Generaldirektor!

Ich beehre mich, meine Zustimmung zum Inhalt Ihres Schreibens vom 20. März 1984, das wie folgt lautet, zu bestätigen:

„Sehr geehrter Herr Botschafter!

Ich beehre mich, auf das Befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse,

welches am 21. Oktober 1981 in Brüssel unterzeichnet worden ist, in der Fassung des Notenwechsels vom 23. März 1983 Bezug zu nehmen.

I. Im Verlaufe der nach Abs. 6 des Abkommens geführten neuerlichen Konsultationen hat es sich als vorteilhaft erwiesen, einige Bestimmungen abzuändern, um sie den tatsächlichen Bedürfnissen des Marktes besser anzupassen. In diesem Zusammenhang hat es sich als notwendig herausgestellt, die ursprünglich vorgesehene Geltungsdauer des

„Befristeten Abkommens“ um 1 Jahr zu verlängern. Jedenfalls haben die beiden Vertragspartner der Hoffnung Ausdruck verliehen, daß diese Abänderung die Voraussetzungen für eine spätere unbefristete Verlängerung dieses Abkommens schaffen kann.

II. Es wurde Übereinstimmung erzielt, das „Befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse“ wie folgt abzuändern:

1. Das im Artikel II, Absatz 1, angeführte Datum „31. Dezember 1984“ wird durch das Datum „31. Dezember 1985“ ersetzt.

Erreicht der Handel der einen oder der anderen Seite nicht die im Abkommen angegebenen Men-

gen, finden auf Antrag einer der beiden Vertragsparteien unverzüglich Konsultationen mit dem Ziele statt, eine beiderseitig annehmbare Lösung zu finden. Wenn im Zuge der Konsultationen eine annehmbare Lösung nicht gefunden werden kann, hat jede Vertragspartei das Recht, den gegenständlichen Vertrag mit einer 3monatigen Kündungsfrist aufzulösen.

2. Artikel II, Absatz 3, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„3. Sie kommen überein, daß für den Zeitraum vom 1. Jänner 1984 bis 31. Dezember 1985 für die nachstehend genannten Käse die Jahresmengen sowie die Einfuhrabgaben nicht die folgenden Höchstgrenzen überschreiten dürfen:

a) **Bei der Einfuhr nach Österreich**

i) Käse aus Kuhmilch hergestellt, der Unterpositionen 04.04 A des Österreichischen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus der Gemeinschaft, die von einer anerkannten Qualitäts- und Ursprungsbescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
— Schmelzkäse	2 000 t	760 S für 100 kg
— Käse mit Schimmelbildung im Teig		560 S für 100 kg
— Danbo, Edamer, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Malbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo	3 000 t	560 S für 100 kg
— Tilsiter		460 S für 100 kg
— Emmentaler und Gruyère		460 S für 100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italice, Kernheim, St. Nectaire, St. Paulin, Taleggio, Cheddar und andere oben nicht genannte Käse mit einem Wassergehalt in der fettfreien Käsemasse von 62 Gewichtsprozent oder weniger, ausgenommen jene der Unterpositionen 04.04 A. I a, b und c des Österreichischen Zolltarifes		560 S für 100 kg

ii) Vorstehend angeführte Käse mit Ursprung in der Gemeinschaft, die nicht von einem Zeugnis gemäß Absatz 3 lit. a) i) begleitet sind, können nach Österreich nicht eingeführt werden.

b) **Bei der Einfuhr in die Gemeinschaft**

Käse der Tarifnummer 04.04 des Gemeinsamen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus Österreich, die von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
— Emmentaler, Greyerzer, Sbrinz, Bergkäse, weder gerieben noch in Pulverform, mit einem Fettgehalt von mindestens 45 Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse, mit einer Reifezeit von mindestens 3 Monaten, der Unterposition 04.04 A des Gemeinsamen Zolltarifes:		
● in Standard-Laiben	5 000 t *)	18,13 ECU für 100 kg
● in Stücken, vakuumverpackt, oder unter inertem Gas verpackt, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 1 kg oder mehr, jedoch weniger als 5 kg .	3 000 t *)	18,13 ECU für 100 kg

*) Die vorgesehenen Mengen dieser Kategorie von Käse sind bis zu einer Höchstmenge von 25% der angegebenen Menge austauschbar.

263 der Beilagen

9

	Menge	Einfuhrabgabe
— Schmelzkäse, weder gerieben noch in Pulverform, zu dessen Herstellung keine anderen Käsesorten als Emmentaler, Greyerzer und Appenzeller und gegebenenfalls als Zusatz Glarner Kräuterkäse (sogenannter Schabziger) verwandt worden sind, in Aufmachung für den Einzelverkauf und mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 56 Gewichtshundertteilen oder weniger, der Unterposition 04.04 D. des Gemeinsamen Zolltarifes ...	3 750 t	36,27 ECU für 100 kg
— Geräucherter Schmelzkäse mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und 48 Gewichtshundertteilen oder weniger, der Unterposition 04.04 D. I. a) des Gemeinsamen Zolltarifes **)	350 t	volle Abschöpfung
— Tilsiter, dessen Teig nicht gepreßt ist, mit einer Reifezeit von mindestens 1 Monat und Butterkäse, der Unterposition 04.04 E. I. b) des Gemeinsamen Zolltarifes	2 400 t	55 ECU für 100 kg
— Käse mit Schimmelbildung im Teig, der Unterposition 04.04 C. des Gemeinsamen Zolltarifes		
— Edamer, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und weniger als 48 Gewichtshundertteilen, in Laiben mit einem Eigengewicht von 350 g oder weniger (genannt „Geheimratskäse“), der Unterposition 04.04 E. I. b) 2. des Gemeinsamen Zolltarifes ...		
— Käse, genannt „Fetta“ und „Kefalo-Tyri“, aus Kuhmilch hergestellt, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von weniger als 48 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E. I. b) 2. des Gemeinsamen Zolltarifes	200 t	volle Abschöpfung
— Andere Käse **)		

**) Diese Käse brauchen nicht von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sein.“

3. Artikel II, Absatz 4, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„4. Österreich verpflichtet sich, die nötigen Maßnahmen zu treffen, um zu gewährleisten, daß

- einerseits die vereinbarten Mengen, sei es bei der Einfuhr nach Österreich aus der Gemeinschaft (Abs. 3 lit. a), sei es bei der Ausfuhr aus Österreich in die Gemeinschaft (Abs. 3 lit. b), nicht überschritten werden;
- andererseits die Bewilligungen für die Einfuhr nach Österreich regelmäßig und so erteilt werden, daß die für die Einfuhr aus der Gemeinschaft nach Österreich vereinbarten Mengen erreicht werden können.

Die diesbezüglichen Bestimmungen und insbesondere die Modalitäten der Bewilligungserteilung werden den zuständigen Stellen der Gemeinschaft zur Kenntnis gebracht, ebenso den Exporteuren und/oder den Importeuren.

Die Gemeinschaft und Österreich tragen Sorge dafür, daß die gegenseitig eingeräumten Vorteile

nicht durch andere Maßnahmen bei der Einfuhr gefährdet werden.“

4. In Artikel II, Absatz 9, ist der Zeitraum „des 1. Halbjahres 1984“ durch den Zeitraum „des zweiten Vierteljahres 1985“ zu ersetzen.

III. Alle übrigen Bestimmungen des Abkommens bleiben unverändert.

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, mir Ihr Einverständnis zum Inhalt dieser Note bestätigen zu wollen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.“

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Generaldirektor, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Geschehen zu Brüssel, am 20. März 1984

Für die Republik Österreich

Manfred Scheich

Unter Vorbehalt der Ratifikation

VORBLATT

Problemstellung:

Da auch im Jahre 1983 die EWG die auf Grund des Befristeten Abkommens über den gegenseitigen Handel mit Käse in der geltenden Fassung vorgesehenen Quoten bei der Einfuhr nach Österreich nur zum Teil ausnützen konnte, schlug sie eine Reihe von Änderungen dieses Abkommens vor, um eine bessere Quotenausnützung zu ermöglichen.

Problemlösung:

Durch die Zusammenlegung der vier österreichischen Einfuhrquoten auf insgesamt zwei Quoten und eine bessere Transparenz bei der Lizenzerteilung soll die Ausnützung der Quoten erleichtert werden.

Dadurch sollen auch die Voraussetzungen geschaffen werden, im 2. Quartal 1985 mit der EWG eine unbefristete Verlängerung des Käseabkommens zu vereinbaren.

Alternative:

Keine.

Voraussichtlich anfallende Kosten:

Keine.

Erläuterungen

Das Abkommen in Form eines Notenwechsels zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft zur neuerlichen Änderung des befristeten Abkommens vom 21. Oktober 1981 über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse ist ein gesetzändernder Staatsvertrag, weil dadurch das Befristete Abkommen zwischen Österreich und der EWG über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse samt Anhang (BGBl. Nr. 625/1981), in der Fassung des BGBl. Nr. 312/1983, welches in Österreich auf Gesetzesstufe steht, geändert wird. Das Abkommen enthält keine verfassungsändernden Bestimmungen und hat keinen politischen Charakter. Seine Bestimmungen sind ausreichend determiniert, sodaß eine Beschlußfassung gem. Art. 50 Abs. 2 B-VG nicht erforderlich ist.

Über Initiative der EWG fanden zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf Grund des Befristeten Abkommens zwischen Österreich und der EWG über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse Konsultationen statt. Gegenstand der Konsultationen war in erster Linie eine Änderung des vorerwähnten Abkommens, um eine bessere Ausnützung der Quoten zu ermöglichen.

Die Delegation der EWG stellte fest, daß die österreichischen Importquoten auch im Jahre 1983 nicht zur Zufriedenheit der Mitgliedstaaten der EWG ausgenützt werden. Sie schlug daher neuerlich eine Änderung der Importquoten vor und zwar eine Verringerung der Quote für Schmelzkäse und eine Zusammenlegung der übrigen Quoten zu einer Quote. Dadurch entfallen nunmehr auf Schmelzkäse 2 000 Tonnen und auf die anderen Käse 3 000 Tonnen.

In einem zwischen Österreich und der EWG durchzuführenden separaten Briefwechsel wird dafür Vorsorge getroffen, daß künftig bei Beurteilung der Ausnützung der neuen Quote 2 eine bei der ursprünglichen Quotenfestsetzung aufgetretene statistische Diskrepanz Berücksichtigung findet. Die Einfuhrquoten nach Österreich wurden nämlich ursprünglich um etwa 600 Tonnen zu hoch angesetzt; diese Menge entsprach der nicht der Quotenregelung unterworfenen Einfuhr von Käse

mit einem Wassergehalt in der fettfreien Käsemasse von über 62%. Des weiteren wird zwischen Österreich und der EWG in diesem Briefwechsel festgehalten, daß die nunmehr gewählte Quotenaufteilung auf ausdrücklichen Wunsch der EWG Platz greift und daher Rückwirkungen wegen einer allfälligen Unterausnützung Österreich nicht angelastet werden können.

Dieser Briefwechsel, der nicht gesetzändernd ist und daher nicht der parlamentarischen Behandlung bedarf, lautet wie folgt: (es wird nur der Antwortbrief der EG-Kommission zitiert)

„Kommission der Europäischen Gemeinschaften
Generaldirektion Landwirtschaft

Brüssel, 20. März 1984

Sehr geehrter Herr Botschafter!

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer Note vom 20. März 1984 mit folgendem Inhalt zu bestätigen:

„Bei den zwischen Österreich und der Gemeinschaft stattgefundenen Konsultationen über eine neuerliche Abänderung des „Befristeten Abkommens über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse“ hat die österreichische Delegation dem auf der derzeitigen Einschätzung der Marktlage beruhenden Wunsch der Gemeinschaft Rechnung getragen, die bisherigen Einfuhrquoten Österreichs auf 2 000 t Schmelzkäse und 3 000 t anderen Käse abzuändern.

Im übrigen erlaubt sich die österreichische Delegation, auf den Briefwechsel vom 12. und 23. November 1981 hinzuweisen und gibt der Erwartung Ausdruck, daß die Gemeinschaft bei der Beurteilung der Quotenausnützung den in diesem Briefwechsel erwähnten Umständen Rechnung getragen wird.“

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Stellvertretender Generaldirektor

Helmut von Verchuer“

Auch auf der Exporseite wurde eine Änderung der Quoten vorgenommen und zwar wurden die

bisherigen zwei begünstigten Unterquoten für Schnittkäse in eine Quote zusammengelegt.

Das ursprünglich mit Ende 1984 befristete Käseabkommen zwischen Österreich und der EWG wurde bis Ende 1985 verlängert. Gleichzeitig drückten die beiden Vertragspartner die Hoffnung aus, daß die nunmehr vereinbarten Abänderungen die Voraussetzung für eine unbefristete Verlängerung des Käseabkommens zwischen Österreich und EWG schaffen kann. Die Verhandlungen darüber werden im zweiten Quartal 1985 aufzunehmen sein.

Überdies wurde die Möglichkeit geschaffen, das Abkommen mit 3monatiger Frist zu kündigen.

Im beiderseitigen Interesse wurde eine bessere Transparenz der Administration im Abkommen vorgesehen, wobei ein verbesserter Informationsaustausch bezüglich der Modalitäten für die Lizenzerteilung vereinbart wurde.

Das Abkommen wurde am 6. Dezember 1983 von der österreichischen Delegation und der Delegation der EWG paraphiert. Die Unterzeichnung unter Vorbehalt der Ratifikation erfolgte für Österreich am 20. März 1984. Der Ministerrat der EWG hat das Abkommen in seiner Sitzung am 5./6. März 1984 genehmigt.

Durch das vorliegende Abkommen werden voraussichtlich keine Mehrkosten entstehen.